

Nous pouvons aller un peu plus loin dans l'analyse du "souhaitable"

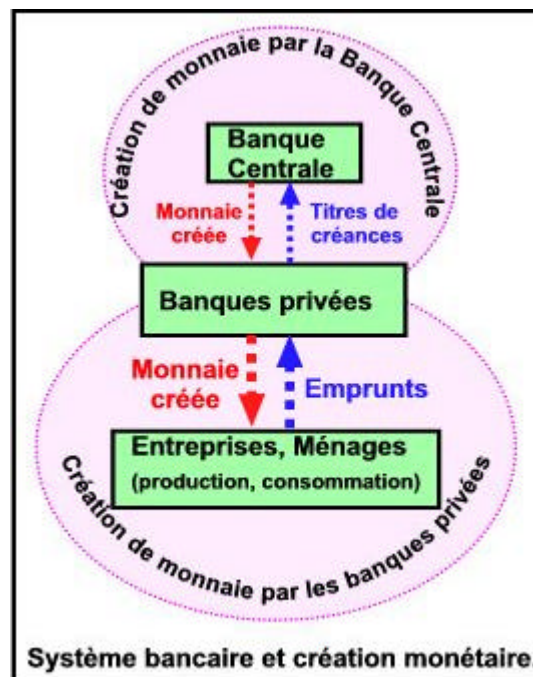
Revoyons d'abord comment est créée la monnaie (d'après Michel Lasserre)

a) La Banque centrale

Au cœur du système bancaire se trouve la Banque centrale, chaque État moderne possède la sienne. La Banque de France, fondée en 1800 sous un statut privé, a été nationalisée en 1945, elle est indépendante depuis 1993. Sa mission, variable suivant les périodes, est aujourd'hui d'assurer la stabilité des prix dans le cadre de la politique économique du gouvernement, elle est chargée de veiller sur la monnaie, le crédit et le bon fonctionnement du système bancaire.



La Banque Centrale est la banque des banques, toutes les autres banques (banques de second rang) possèdent un compte chez elle, qu'elles sont obligées de provisionner ("réserves obligatoires"). Si une banque n'a pas assez de liquidités, elle peut s'en procurer sur le marché monétaire ou directement auprès de la Banque centrale. Un rôle important de la Banque centrale est donc de refinancer les banques, de leur fournir des liquidités en prenant en pension des titres en leur possession, généralement des créances privées. La Banque centrale reprend ces créances et fournit en échange de la monnaie à la banque privée.



Mais cette monnaie n'existe pas, la Banque Centrale la crée, sa contrepartie consiste en des créances à l'économie. Ces prises en pension sont d'une durée très courte de un à quelques jours, la monnaie

centrale ainsi créée disparaît dès la fin de la prise en pension, d'où la nécessité d'effectuer en permanence de telles opérations.

En cas de crise de liquidités (manque de monnaie) sur le marché monétaire, la Banque centrale joue le rôle de prêteur en dernier recours. Si à d'autres époques la Banque Centrale a créé de la monnaie en échanges de titres du Trésor Public, ce n'est plus le cas de nos jours.

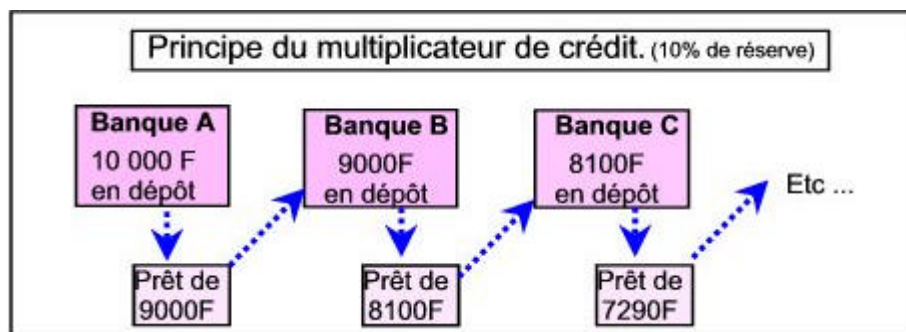
A ce jour, l'État se finance directement sur les marchés financiers, et ne fait plus intervenir directement la création monétaire de la Banque Centrale pour ses financements.

b) Les autres banques

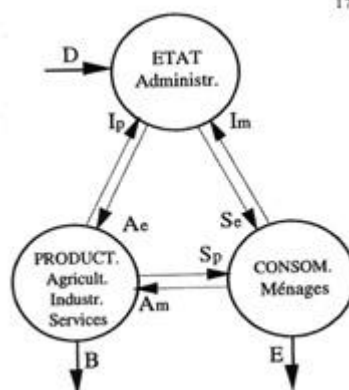
Le rôle des banques privées est d'un tout autre type, elles sont principalement chargées de collecter les dépôts et de prêter (d'investir) les sommes ainsi collectées.

Nous avons vu qu'elles prêtent beaucoup plus qu'on ne leur confie, elles jouent un rôle de multiplicateur de crédit. Si une banque a 10 000F en dépôt et qu'elle doit garder 10% de celui-ci en réserve, elle peut prêter 9 000F. Les 10 000F existant toujours sur le compte de dépôts, les 9 000F prêtés existent maintenant deux fois, il y a bien eu création monétaire par l'intermédiaire du crédit, et cette monnaie ne disparaîtra que quand le crédit arrivera à son terme.

En attendant, ces nouveaux 9 000F, une fois dépensés, aboutiront sur un autre compte de dépôt et la banque réceptrice pourra à son tour accorder un autre prêt de 8 100F. Ces 8 100 F aboutiront à leur tour sur un compte de dépôt et permettront à leur tour un nouveau prêt, etc.... ce système aboutissant en fin de compte à la possibilité de multiplier par 10 les 10 000F initiaux.



Donc, actuellement les échanges intérieurs se passent ainsi



L'ETAT reçoit:

- Les déficits (D) : c'est de l' argent prêté par les banques et les établissements financiers.
- Les Impôts de la production (Ip) des entreprises.
- Les impôts des ménages (Im).

L'ETAT verse:

- Les achats de l'Etat (Ae) aux entreprises,
- Les salaires payés par l'Etat (Se) vers les ménages

LES ENTREPRISES reçoivent:

- Les achats de l'Etat (Ae),
- Les achats des ménages (Am)

Les ENTREPRISES versent:

- Les impôts à la production (Ip),
- Les salaires et revenus payés par la production: agriculture, industrie, services (Sp)

La CONSOMMATION reçoit:

- Les salaires de l'Etat (Se),
- Les salaires de la Production (Sp)

La CONSOMMATION verse:

- A la production, les achats (Am),
- A l'Etat, les impôts (Im)

Les trois flux qui sont hors de ce circuit sont:

D = Déficit public de l'Etat (emprunté aux banques)

B = Bénéfices des "entreprises" (placés dans les circuits financiers)

E = Epargne des ménages (placée dans les circuits financiers)

On a donc:

	Entrées	=	Sorties
État	Ip + Im + D	=	Ae + Se
Entreprises	Ae + Am	=	Sp + Ip + B
Ménages	Se + Sp	=	Am + Im + E

En additionnant les termes (les termes s'éliminent) on obtient $D = B + E$ c'est à dire:

Déficit = Bénéfice des entreprises + Epargne des ménages

et c'est normal, puisque la circulation monétaire est un flux, sauf ce qui sort ou entre de ce flux.

==> Les "déficits publics" des Etats servent en fait à financer les bénéfices des "entreprises" (Agriculture, Industries et Services) et l'épargne des ménages. Ces déficits sont équivalents à une création monétaire, par des banques privées. Ils sont apparus quand les Etats ont abdiqué leur droit régalién de "battre monnaie" et ont emprunté pour financer leur développement

==> En l'absence de création monétaire par les Etats, les déficits publics, empruntés auprès des banques privées, sont une absolue nécessité pour assurer leur développement économique. Limiter ces déficits ne peut que pérenniser l'anémie économique.

Mais vous remarquerez que D (le déficit) vient des banques, mais que l'Epargne des ménages et les Bénéfices des producteurs part vers les banques.

L'argent est donc propriété des banques. C'est un "argent dette". Il coûte de plus en plus cher à l'économie, car la dette publique ne peut que croître avec la richesse qu'elle génère. Elle est par nature irremboursable car son remboursement entrainerait la pauvreté. Mais peu importe aux banques, car créer de l'argent ne leur coûte rien.

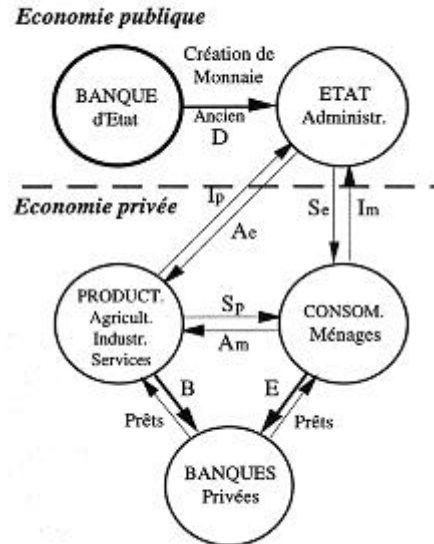
Alors, maintenant, qu'est ce qui serait souhaitable ?

D'abord, qu'une "Banque d'Etat" joue son rôle d'émetteur de fonds publics (l'argent appartient A LA NATION, c'est un argent gratuit qui ne coute rien à l'économie), et les banques privées jouent leur rôle de circulateurs de fonds privés, payées non pas par un intérêt, mais au "service" qu'elles rendent, auquel peut s'ajouter un partage des bénéfices et des gains des entreprises auxquelles elles prêtent cet argent, ainsi que d'éventuelles assurances de non remboursement des prêts. Mais elles doivent cesser de créer elles mêmes "de l'argent" par le biais des intérêts.

Ensuite que les banques privées ne puissent plus créer d'argent nouveau, ce qu'elles font

actuellement par l'intérêt qu'elles imposent. Ce que nous voulons dire c'est que les banques privées ne doivent plus pouvoir émettre un intérêt sur de l'argent qu'elles créent. Les crédits qu'elles créent sont des crédits temporaires, de simples lignes d'écriture qui sont effacées lorsque la créance est remboursée. Comme il nous semble tout à fait évident que les acteurs de la vie économique ont un rôle primordial à jouer (y compris les banques privées) par la mise en relation de ceux qui ont de l'épargne et de ceux qui ont besoin de cette épargne pour se développer et augmenter leur production et qu'il est indispensable que l'équation $B + E = \text{Total des prêts}$, reste équilibrée.

Schéma souhaitable



A ce jour, puisque le "Déficit" est égal à la somme bénéfice des entreprises + épargne des ménages, il est **équivalent à une création monétaire, par des banques privées.** Oui, mais les banques privées demandent un intérêt pour procéder à cette création monétaire. Comment rembourser cet intérêt sans nouvelle création monétaire?

Dans le schéma souhaité, la monnaie est injectée par l'état dans l'économie privée, par le biais des achats de l'Etat (A_e) aux entreprises et des salaires payés par l'Etat (S_e) vers les ménages (fonctionnaires + répartition sociale), ce qui permet de diminuer I_p et I_m , puisque c'est autant d'argent que l'état ne doit pas rembourser.

Néanmoins comme il convient déviter le risque d'inflation, la masse monétaire (hors crédit bancaire privé, argent temporaire qui s'efface lorsque la dette est remboursée), ne doit jamais dépasser le PIB de plein emploi divisé par la vitesse de rotation de la monnaie. C'est à dire aussi que le déficit annuel ne doit pas dépasser la somme de l'augmentation des bénéfices des entreprises et de l'épargne des ménages, c'est à dire également "rester collé à l'économie réelle, à l'augmentation réelle du PIB".